

RCA DEC 03 1236
248455 COME UR
21877 COMEU B
21877 COMEU B

TR.	
I.S.	
FIN.	to
AGR.	
INE.	all
R.D.	
ADM.	
S.A.	

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF: 18:37 3-12-82 000028302 - 000032564

TLX NO 214822-SG B 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 106 DU 03.12.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'=8,094.-589,8,303,5' 0-6' 5834'.
43'2

1. INTRODUCTION

LA COMMISSION A ACHEVE LA PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN QUI S'OUVRE DEMAIN A COPENHAGUE. TOUTES LES COMMUNICATIONS QUI AVAIENT ETE DEMANDEES A LA COMMISSION SONT MAINTENANT REMISES AU CONSEIL EUROPEEN. LA COMMISSION A FAIT LE POINT DES INFORMATIONS DISPONIBLES SUR LES INTENTIONS DES ETATS MEMBRES A LA SUITE NOTAMMENT DE LA TOURNEE DES CAPITALES ENTREPRISE PAR LE PRESIDENT. LES PRESIDENTS THORN ET ORTOLI REPRESENTERONT LA COMMISSION AU CONSEIL EUROPEEN ET S'EMPLOIERONT A OBTENIR QUE LES CONCLUSIONS DES CHEFS DE GOUVERNEMENT SOIENT AUSSI CONCISES ET AUSSI CONCRETES QUE POSSIBLE.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL ''PECHE'' (29.11)

LE CONSEIL A POURSUIVI LES TRAVAUX SUSPENDUS LE 9 NOVEMBRE POUR L'ETABLISSEMENT D'UNE POLITIQUE COMMUNE MAIS SANS PLUS DE SUCCES. LE GOUVERNEMENT DANOIS N'EST TOUJOURS PAS EN MESURE DE SE RALLIER AUX SOLUTIONS ACCEPTEES PAR LES NEUF AUTRES ETATS MEMBRES ET CONTINUE SES REFLEXIONS PARALLELEMENT A LA POURSUITE DE CONTACTS BILATERAUX. LA DELEGATION BRITANNIQUE, AU MOINS, A FAIT PART DE SON INTENTION D'EVOQUER LE PROBLEME AU CONSEIL EUROPEEN DE COPENHAGUE.

EN CONSEQUENCE, LE CONSEIL A DECIDE LA CONSTITUTION D'UN GROUPE A HAUT NIVEAU CHARGE DE PREPARER LES MESURES (NATIONALES) QUI SERAIENT EVENTUELLEMENT APPLICABLES A PARTIR DU 1ER JANVIER POUR ASSURER LA CONSERVATION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES AU CAS OU UN ACCORD SUR UNE POLITIQUE COMMUNE S'AVERERAIT IMPOSSIBLE AVANT LA FIN DE L'ANNEE, DATE A LAQUELLE EXPIRENT LES DISPOSITIONS DE L'ACTE D'ADHESION. CE GROUPE, PRESIDE ET CONVOQUE PAR LA COMMISSION, PROBABLEMENT DES LA SEMAINE PROCHAINE, EXAMINERA EXCLUSIVEMENT LES MESURES A PRENDRE A PARTIR DU 1ER JANVIER.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION PROPOSE UNE AUGMENTATION DES PRIX D'ORIENTATION DES PRODUITS DE LA PECHE DE 2 A 6 0/0 POUR LES POISSONS FRAIS AUTRES QUE HARENGS ET GARDINES ET DE 4 A 13 0/0 POUR LES PRODUITS CONGELES.

LE PROCHAIN CONSEIL AURA LIEU LE 21 DECEMBRE.

2

2.2 PRIX AGRICOLES

M. DALSAGER A PRESENTE A LA COMMISSION L'ENSEMBLE DE SES PROPOSITIONS SUR LES PRIX AGRICOLES DE LA CAMPAGNE 1983/84 ET LES MESURES CONNEXES. DANS LA LIGNE DE LA POLITIQUE PRUDENTE DES PRIX PRECONISEE PAR LA COMMISSION, ON PREVOIT DES AUGMENTATIONS INFERIEURES EN MOYENNE AUX TAUX D'INFLATION PREVUS POUR 1983 MAIS MODULEES SUIVANT LES PRODUITS. EN PARTICULIER, LES AUGMENTATIONS SERAIENT PLUS FAIBLES POUR LES PRODUITS EXCEDENTAIRES DONT LA PRODUCTION A DEPASSE EN 1982 LES SEUILS PREVUS (PRODUITS LAITIERS, CEREALES, COLZA).

ON PREVOIT EGALEMENT L'AMENAGEMENT DE DIVERSES ORGANISATIONS DE MARCHE (P.E. HUILE D'OLIVE, PRODUITS AGRICOLES TRANSFORMES) POUR ACCROITRE LEUR EFFICACITE OU LIMITER LES RISQUES DE FRAUDE.

LA COMMISSION A EU SEULEMENT UN DEBAT D'ORIENTATION SUR CETTE PREMIERE COMMUNICATION. LES TRAVAUX SERONT POURSUIVIS AU NIVEAU DE LA COMMISSION DES SA PROCHAINE REUNION. LA COMMISSION ENTEND DE TOUTE MANIERE ARRETER SES PROPOSITIONS DE PRIX AVANT L'INTERUPTION DES FETES.

2.3. EURATOM : CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT

LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION AU CONSEIL VISANT A ADAPTER AUX CONDITIONS DES ANNEES 80, LE REGIME D'APPROVISIONNEMENT DES MATIERES NUCLEAIRES A UTILISATION PACIFIQUE. LA COMMISSION PROPOSE UN REGIME QUI, TOUT EN METTANT FIN AU MONOPOLE D'ACHAT ET DE VENTE DE L'AGENCE D'APPROVISIONNEMENT, REALISE EFFECTIVEMENT L'UNITE DU "MARCHÉ COMMUN NUCLEAIRE" EN VUE DE PROMOUVOIR LA SOLIDARITE ENTRE PAYS QUI DISPOSENT D'UNE VRAIE DIMENSION INDUSTRIELLE DANS CE SECTEUR ET LEURS PARTENAIRES. CELA FAVORISERAIT LES DEBOUCHES DE L'INDUSTRIE NUCLEAIRE DES PREMIERS ET OFFRIRAIT LA POSSIBILITE AUX SECONDS DE NE PAS DEVOIR SE LAN-CER DANS DES INVESTISSEMENTS DISPROPORTIONNES A LEUR PROGRAMME NATIONAL.

CETTE SOLIDARITE IMPLIQUE PAR AILLEURS UNE ATTITUDE COMMUNE VIS A VIS DES PAYS TIERS DONT CERTAINS ONT TENDANCE A ASSORTIR LEURS EXPORTATIONS DE CONDITIONS CONTRAIRES A L'UNITE DU MARCHÉ COMMUN. LA COMMISSION SOULIGNE CLAIREMENT L'AVANTAGE DE CONCLURE DES ACCORDS AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE. LES ETATS MEMBRES CONSERVENT DEVRONT AU PREALABLE RECEVOIR L'AUTORISATION DE LA COMMISSION.

2.4 ACIER

M. DAVIGNON A PRESENTE A LA COMMISSION LE TAUX DES ABATTEMENTS A APPORTER A LA PRODUCTION D'ACIER PENDANT LE 1ER TRIMESTRE 83 POUR LES PRODUITS SOUMIS A UN REGIME DE QUOTAS DE PRODUCTION.

VU LA DETERIORATION DE LA SITUATION, LA COMMISSION A RETENU DES TAUX D'ABATTEMENT ENCORE PLUS SEVERES QUE POUR LE DERNIER TRIMESTRE 82. LE COMITE CONSULTATIF CECA VA ETRE SAISI AVANT LA DECISION FINALE DE LA COMMISSION.

(LA PRODUCTION D'ACIER BRUT AU COURS DES DIX PREMIERS MOIS DE 1982 EST EN BAISSSE DE 8,8 0/0 PAR RAPPORT A 81. ET LES INFORMATIONS DE PRESSE INDIQUENT QUE LE MARCHÉ NE SERA MEME PAS CAPABLE D'ABSORBER L'OFFRE, POURTANT REDUITE DE MANIERE DRACONIENNE. LES MILIEUX PROFESSIONNELS PREVOIENT POUR LE 1ER TRIMESTRE 83 UN NIVEAU D'ACTIVITE ENCORE INFERIEUR AU DERNIER TRIMESTRE 82).

3. ELARGISSEMENT

3.1 ESPAGNE : SUPPLEANTS

ON THE 26TH NOVEMBER THE 23RD DEPUTY LEVEL MEETING WAS HELD IN BRUSSELS.

THE EC SUBMITTED DECLARATIONS ON PATENTS AND CUSTOM UNION (QUANTITATIVE RESTRICTIONS).

THE SPANISH DELEGATION GAVE A FURTHER DECLARATION ON EXTERNAL RELATIONS.

REGARDLESS OF THE EMINENT CHANGE OF GOVERNMENT IN SPAIN, THE MEETING PARTICULARLY EXPRESSED THE PROGRESSIVE CONTINUITY OF THE NEGOTIATIONS.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 REUNION MINISTERIELLE DU GATT (GENEVE, 24/29 NOVEMBRE)

APRES PROLONGATIONS, LA REUNION S'EST ACHEVEE A L'AUBE DU LUNDI 29 NOVEMBRE, DANS UN CERTAIN DESENCHANTEMENT POUR CEUX QUI AVAIENT DES OBJECTIFS TROP AMBITIEUX (EN PARTICULIER AUSTRALIE, ETATS-UNIS, CANADA).

LE DOCUMENT FINAL ADOPTE TOUCHE A L'ENSEMBLE DES PROBLEMES COMMERCIAUX ACTUELS ET COMPORTE UNE DECLARATION POLITIQUE ASSORTIE DE CERTAINS ENGAGEMENTS DE CARACTERE GENERAL AINSI QU'UN PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LE FONCTIONNEMENT DU GATT DANS LES ANNEES 80, LA PLUPART DE PROCEDURE OU D'ETUDE. LA DECLARATION POLITIQUE ELLE-MEME REPRESENTA POUR LA CEE UNE AMELIORATION DANS LE SENS DU REALISME.

L'ADHESION AU DOCUMENT FINAL EST ACCOMPAGNEE DE RESERVES ET/OU DECLARATIONS INTERPRETATIVES SUR LES POINTS LES PLUS CONTROVERSEES

QUI AVAIENT EMERGE DES TRAVAUX PREPARATOIRES (ENGAGEMENTS POLITIQUES CONTRE LE PROTECTIONNISME, AGRICULTURE, CLAUSE DE SAUVEGARDE, REGLEMENT DES DIFFERENDS ET SERVICES).

POUR SA PART, LA CEE A FAIT ACTER SES VUES SUR CERTAINS POINTS :

- ENGAGEMENTS POLITIQUES : CLAUSE DE 'BEST ENDEAVOUR' POUR CE QUI EST DE L'ENGAGEMENT DE S'ABSTENIR DE MESURES INCOMPATIBLES AVEC LE GATT.
- AGRICULTURE : L'ACCEPTATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL NE SIGNIFIE PAS ENGAGEMENT DE NOUVELLES NEGOCIATIONS OU OBLIGATIONS.
- IDEM POUR LES PRODUITS TROPICAUX COUVERTS PAR LA PAC.
- REGLEMENT DES LITIGES : LE CONSENSUS CONTINUERA A ETRE LA METHODE TRADITIONNELLE DU PROCESSUS DE DECISION, MAIS L'OBSTRUCTION DEVRA ETRE EVITEE.
- RESTRICTIONS QUANTITATIVES ET AUTRES MESURES NON TARIFAIRES : APRES L'EXAMEN, L'ELIMINATION EVENTUELLE DEVRA TENIR COMPTE DES JUSTIFICATIONS HISTORIQUES POSSIBLES ET DU DESEQUILIBRE DANS LE NIVEAU DES ENGAGEMENTS ACCEPTES.
- PRODUITS DE LA PECHE : L'ETUDE DOIT PRENDRE EN CONSIDERATION LES EFFETS STRUCTURELS SUR LES ECHANGES DE L'INTRODUCTION DES ZONES EXCLUSIVES ECONOMIQUES.

L'AUSTRALIE S'EST DISSOCIEE DU DOCUMENT QUI N'A PAS ATTEINT SELON ELLE LES OBJECTIFS POURSUIVIS, EN PARTICULIER DANS LA LUTTE CONTRE LE PROTECTIONNISME, LA LIBERALISATION AGRICOLE ET LA LIMITATION DES SUBVENTIONS. CERTAINS PVD ONT FAIT ETAT DE LEUR DECEPTION, EN PARTICULIER SUR LES SAUVEGARDES, LE REGLEMENT DES LITIGES, L'AGRICULTURE. CERTAINS DE CES PAYS ONT REITERE LEUR OPPOSITION CONCERNANT LE COMMERCE DES SERVICES (POURTANT LE COMPROMIS FINAL PREVOIT UNE ETUDE PEU ENGAGEANTE). IL N'Y A PAS EU DE DECLARATIONS FINALES DU COTE DES ETATS-UNIS, DU CANADA ET DU JAPON.

RCM Global Telegram

RCM Global Telegram

RCM Global Telegram

RCM Global Telegram

RCM Global Telegram

RCM Global Telegram

LE CONSEIL A SIEGE SUR PLACE PRATIQUEMENT SANS INTERRUPTION DANS LA PHASE FINALE ET LA COMMISSION A DEPLOYE DES EFFORTS INTENSES POUR ABOUTIR AU COMPROMIS. L'AFFRONTMENT A ETE EVITE, MEME SI LES DIVERGENCES DEMEURENT ET IL RESTE POSSIBLE D ORGANISER DES DISCUSSIONS CONSTRUCTIVES AVEC LES PRINCIPAUX PARTENAIRES. TEL SERA NOTAMMENT L'OBJET DE LA RENCONTRE DU 10 DECEMBRE AU BERLAYMONT ENTRE LA COMMISSION ET UNE DELEGATION U.S. CONDUITE PAR M. SCHULTZ OU LES QUESTIONS AGRICOLES SERONT AU CENTRE DES CONVERSATIONS.

4.2 RELATIONS AVEC LE JAPON

LA COMMISSION A TRANSMIS AUX AUTORITES JAPONAISES, LE 23 NOVEMBRE, UNE LISTE COMPLETEE ET REVISEE DE L'ENSEMBLE DES DEMANDES EN VUE D'UNE PLUS GRANDE OUVERTURE DU MARCHÉ JAPONAIS. CETTE LISTE FER

L'OBJET DE NEGOCIATIONS AVEC LES AUTORITES JAPONAISES DANS UN PROCHE AVENIR.

LA COMMISSION A ADOPTE, LE 1ER DECEMBRE, UNE COMMUNICATION SUR LES RELATIONS COMMUNAUTE/JAPON. LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION SERONT A L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DES 13/14 DECEMBRE PROCHAIN.

(ATTENTION DIS : LA COMMISSION RENOUELLE SA PROPOSITION DE JUILLET DE PASSER SANS ATTENDRE A LA PHASE 2 DE L'ART. XXIII DU GATT AVEC CREATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL. ELLE PROPOSE LA POURSUITE ET L'ELARGISSEMENT DE LA SURVEILLANCE POUR LES IMPORTATIONS DE PRODUITS SENSIBLES ET ESTIME QUE DES AUTOLIMITATIONS DES EXPORTATIONS JAPONAISES A L'ECHELLE DE LA COMMUNAUTE POUR CERTAINS PRODUITS POURRAIENT SE REVELER NECESSAIRES. FIN DIS).

4.3 SUEDE

THE NEW SWEDISH MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS, MR. BODSTROM, PAID A VISIT TO THE COMMISSION ON 29 NOVEMBER. HE WAS RECEIVED BY PRESIDENT THORN AND MM. DAVIGNON, ORTOLI AND DALSAER.

THE VISIT, ARRANGED AT THE REQUEST OF THE SWEDES, SHOWS THEIR GREAT INTEREST IN THE COMMUNITY AS THEY CAME WITH A VERY HIGH RANKING DELEGATION ONLY SIX WEEKS AFTER TAKING OFFICE.

THE RECENT 16 O/O SWEDISH DEVALUATION WAS A MAJOR ISSUE IN THE DISCUSSIONS AS IT MAY HAVE SERIOUS CONSEQUENCES FOR THE COMMUNITY.

THE SPECIFIC BILATERAL PROBLEMS ARE NOT SERIOUS, BUT THE COMMUNITY DECISION TO END THE AUTONOMOUS DUTY SUSPENSION FOR FRESH HERRING MAY LEAD SWEDEN TO CANCEL CERTAIN CONCESSIONS FOR COMMUNITY FISH PRODUCTS.

THE GATT MINISTERIAL MEETING AS WELL AS OTHER MAJOR MULTILATERAL QUESTIONS WERE DISCUSSED AT LENGTH.

4.4 AUSTRALIA

THE HONOURABLE PETER NIXON, AUSTRALIAN MINISTER FOR PRIMARY INDUSTRY, VISITED THE COMMISSION ON 29 NOVEMBER AT THE REQUEST OF THE ACTING PRIME MINISTER. MR. NIXON, WHO WILL ATTEND THE OECD AGRICULTURAL MINISTERS MEETING, HAD DISCUSSIONS IN BRUSSELS WITH MR. DALSAER AND MR. FIELDING. THOUGH THE DISCUSSIONS FOCUSED ON AGRICULTURE, THEY COVERED A RANGE OF POLITICAL, ECONOMIC AND TRADE ISSUES INCLUDING THE GATT MINISTERIAL, THE IMPROVEMENT IN RECIPROCAL UNDERSTANDING AND THE NEED TO HAVE A PRAGMATIC APPROACH TO OUTSTANDING PROBLEMS. SPECIFIC AGRICULTURAL TOPICS COVERED THE

5
EVOLUTION OF THE CAP, THE GENERAL ORIENTATION OF THE PRICE-PACKAGE FOR 1983, AS WELL AS SOME KEY PRODUCTS : SUGAR, MEAT, DAIRY INCLUDING CHEESE, WHEAT, AND WINE.

THE MEETINGS, WHICH OCCURRED JUST AFTER THE GATT MINISTERIAL, TOOK PLACE IN A CORDIAL AND CONSTRUCTIVE ATMOSPHERE. THE IMPORTANCE OF PURSUING A CLOSE DIALOGUE THROUGH ALL APPROPRIATE CHANNELS OF COMMUNICATION - BILATERAL AND MULTILATERAL, INCLUDING FOR EXAMPLE IN THE INTERNATIONAL SUGAR ORGANISATION, WAS R

BE-
GNIZED. MR. NIXON ISSUED A STATEMENT, FOLLOWING THESE DISCUSSIONS, QUALIFYING THEM AS 'TIMELY AND ENCOURAGING'.

4.5 UNESCO

DANS SON DISCOURS A LA QUATRIEME CONFERENCE GENERALE EXTRAORDINAIRE DE L'UNESCO A PARIS LE 30 NOVEMBRE, LE PRESIDENT THORN A SOULIGNE QUE 'C'EST LA PREMIERE FOIS QUE LE PRESIDENT DE LA COMMISSION A L'AVANTAGE D'ADRESSER LA PAROLE, NON SEULEMENT, A LA CONFERENCE GENERALE DE L'UNESCO, MAIS A N'IMPORTE QUELLE ASSEMBLEE GENERALE D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FAMILLE DES NATIONS-UNIES. CETTE NOVATION EST MOTIVEE PAR UNE CONVERGENCE DE VUES ET, ESPERE-T'IL, BIENTOT D'ACTION DE PLUS EN PLUS APPARENTE ENTRE LES DEUX ORGANISATIONS'.

4.6 RELATIONS ACP-CEE

LE COMITE DES AMBASSADEURS SE REUNIT A BRUXELLES LE 7 DECEMBRE. PRINCIPAUX SUJETS A L'ORDRE DU JOUR : STABEX, PROBLEMES COMMERCIAUX (SONS, FRAISES, AUTRES DOSSIERS HABITUELS), ELARGISSEMENT.

LE COMITE ACP-CEE DE COOPERATION INDUSTRIELLE (AMBASSADEURS) SE REUNIRA LE MEME JOUR POUR DISCUTER PRINCIPALEMENT DE SON BUDGET ET DE SON ADMINISTRATION.

LE PROCHAIN CONSEIL DES MINISTRES ACP SE TIENDRA A BRUXELLES LES 13-15 DECEMBRE.

4.7 EXPORTATIONS DE BEURRE

LA COMMISSION A ARRETE LES DISPOSITIONS VISANT A ORGANISER UNE PREMIERE ADJUDICATION DE BEURRE POUR L'EXPORTATION DANS DES PAYS TIERS, TOUTES DESTINATIONS (C'EST-A-DIRE SANS EXCLURE L'UNION SOVIETIQUE ET LES PAYS DE L'EST). LES EXPORTATIONS ENVISAGEES SONT DE 25.000 TONNES. LE RESULTAT DES ADJUDICATIONS DEVRA ETRE SOUMIS A L'ACCEPTATION DE LA COMMISSION PROBABLEMENT AVANT L'INTERUPTION DES FETES.

COMME PRECEDEMMENT ANNONCE, LA COMMISSION SE RESERVE DE CONTROLER A CETTE OCCASION LES ASPECTS OPPORTUNITE, PRIX ET QUANTITES AINSI QUE LA DESTINATION. ON NOTERA PAR AILLEURS QUE LES BEURRES D'INTERVENTION ET CEUX COUVERTS PAR LES AIDES AU STOCKAGE PRIVE DEVRAIENT CONTRIBUER CHACUN POUR MOITIE A CES LIVRAISONS DE FACON A ASSURER LE PLUS LARGE ACCES POSSIBLE AUX BEURRES DES DIVERSES PROVENANCES.

AU PLAN DU MARCHE, ON OBSERVE QUE, DEPUIS LA DECISION DU 3 NOVEMBRE, LES STOCKS PUBLICS ONT AUGMENTE DE 30 0/0 POUR ATTEINDRE 100 000 TONNES ET POURRAIENT DEPASSER 120 000 T. A LA FIN DE L'ANNEE.

6
4.8 NEGOCIATIONS TEXTILES

UN ACCORD AVEC HONG KONG A ETE PARAPHE LE 30 NOVEMBRE. IL PREVOIT DES REDUCTIONS D'ACCES (CUT BACKS) DE 8,3 0/0 A 6,3 0/0 POUR LES CINQ CATEGORIES DE PRODUITS D'HABILLEMENT LES PLUS SENSIBLES ET IL CONTIENT TOUTES LES AUTRES CLAUSES CLASSIQUES (SORTIES DE PANNIERG, ANTI-FRAUDE ET ANTI-SURGE).

BONNES PERSPECTIVES DE PARAPHE AVEC MACAO CE WEEK END.

QUANT A LA COREE, LES NEGOCIATIONS BUTTENT ACTUELLEMENT SUR LA QUESTION DE L'IMPUTATION DES QUANTITES DE PRODUITS A IMPORTER DONT L'ORIGINE COREENNE A ETE FRAUDULEUSEMENT CACHEE.

4.9 PVDNA : ORIENTATIONS GENERALES 1983

LE COREPER A MARQUE SON ACCORD SUR LE PROJET QUI SERA ADOPTE EN POINT 'A' DES QUE LE PARLEMENT AURA RENDU SON AVIS. LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE RETENUE PREVOIT POUR L'ASIE 75 0/0, L'AMERIQUE LATINE 20 0/0 ET L'AFRIQUE 5 0/0 (TELEX DU 1.10.82).

IL EST ENTENDU QUE LES PAYS ELIGIBLES SONT EN PRINCIPE CEUX QUI ETAIENT ELIGIBLES PAR LE PASSE. CEPENDANT, LE CONSEIL POURRAIT EXAMINER ULTERIEUREMENT L'EXTENSION POSSIBLE A D'AUTRES PAYS EN PRENANT EN CONSIDERATION NOTAMMENT LES RESSOURCES BUDGETAIRES EFFECTIVEMENT DISPONIBLES DANS LE BUDGET.

4.10 PREPARATION CNUCED VI

LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION AU CONSEIL RELATIVE AUX PREMIERES ORIENTATIONS DE LA PREPARATION DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT (BELGRADE 6 JUIN - 1ER JUILLET). LES GRANDS THEMES RETENUS SONT L'INTEGRATION DES PVD DANS LE COMMERCE MONDIAL, LES PRODUITS DE BASE ET LES ASPECTS FINANCIERS (Y COMPRIS LE PROBLEME DES PMA).

LES ORIENTATIONS PROPOSEES DECOULENT DE LA CONVICTION QUE L'AGGRAVATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE DES PVD ET LA MARGINALISATION CROISSANTE DES PAYS LES PLUS PAUVRES DECOULE DIRECTEMENT DE

L'AGGRAVATION ET DE LA DUREE DE LA CRISE DE L'ECONOMIE MONDIALE QUI ONT BOULEVERSE LES CONDITIONS QUI PREVALAIENT LORS DES PRECEDENTES CONFERENCES. CELLE DE BELGRADE CONSTITUERA PROBABLEMENT LA SEULE OCCASION D'ABORDER EN 1983 LA PLUPART DES THEMES DU DIALOGUE NORD/SUD.

COMMUNAUTE ET PAYS DU GROUPE B DEVRONT AIDER LA CNUCED A RETROUVER DES OBJECTIFS CONCRETS ET REALISTES DE NEGOCIATION POUR LES PROCHAINES ANNEES, RECENTRER SON CHAMP D'ACTIVITE ET ADAPTER SES MOYENS D'ACTION AU CONTEXTE DE LA DECENNIE 80.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

☎
248455 COME UR
21877 COMEU B